



**COMITE DE BASSIN D'EMPLOI
PAYS DU VENTOUX COMTAT VENAISSIN**

CBE - PVCV

STATUTS

TITRE I – BUT ET COMPOSITION

Article 1^{er} :

Dénomination ;

Il est fondé entre les adhérents des présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination :

**Comité de Bassin d'Emploi
Pays du Ventoux Comtat Venaissin**

Article 2 :

Territoire

L'activité du Comité de Bassin d'Emploi (CBE) s'exerce à partir du territoire défini par l'arrêté préfectoral N° SI 2004-08-02-0080-PREF du 2 août 2004 (soit un ensemble de 44 communes).

La Zone territoriale pourra être modifiée sur décision du Conseil d'Administration. Cette éventuelle modification sera soumise à Monsieur le Préfet pour la prise d'un nouvel arrêté.

(Handwritten signatures in blue ink)

Article 3 :**Objet Social**

L'objectif du Comité de Bassin d'Emploi est de contribuer à la promotion et au développement de l'emploi par l'organisation et l'animation du dialogue et de la concertation sur le territoire, par des propositions d'actions en faveur de l'emploi à la mise en œuvre desquelles il peut participer ou enfin par la gestion de dispositifs intéressant l'emploi ou l'insertion.

Il anime des actions partenariales de développement.

Il peut conseiller les communes et leurs groupements, regroupés dans un pays, une agglomération, une intercommunalité, sur leurs stratégies en matière de développement économique et d'emploi.

Il constitue au niveau du bassin d'emploi, et en étroite coopération avec le préfet, un lieu de cohérence entre les actions menées par l'état et celles menées par les acteurs locaux.

Dès lors que les élus du territoire le décident, le Comité de Bassin d'Emploi peut occuper les rôles et les fonctions d'un Conseil de Développement. Il peut aussi devenir la formation restreinte du Conseil de Développement chargée des missions liées à l'emploi et au développement.

L'objet social du Comité de Bassin d'Emploi est conforme au décret N° 84-606 du 12 juillet 1984, il a notamment pour objet la mise en œuvre du Dialogue Social Territorial conformément à la législation en vigueur.

Article 4 :**Durée**

La durée du Comité de Bassin d'Emploi est illimitée.

Article 5 :**Siège Social**

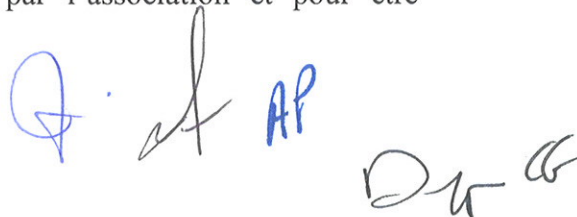
Le siège social est fixé à Mormoiron.

Il pourra être transféré sur simple décision du Conseil d'Administration.

Article 6 :**Adhésion**

L'adhésion est libre, elle est effective à l'acquittement de la cotisation.

Elle est nécessaire pour bénéficier des services rendus par l'association et pour être administrateur de l'association.



Article 7 :**Composition ;**

L'association se compose de membres adhérents ;

Membres Usagers ; Destinataires des services rendus par l'association.

Membres Elus ; Répondant aux critères définissant les collèges disposant d'une voix délibérative, représentant les acteurs locaux du développement économique territorial et de l'emploi.

Membres de droit ; Disposant d'une voix consultative (Représentant(s) de l'Etat)

Membres associés. Disposant d'une voix consultative

A) L'association est administrée par les membres élus.

Les membres élus sont répartis dans 5 collèges :

- 1^{er} collège : Collège des élus locaux. (Communautés de communes, Conseil Général, Conseil Régional)
- 2^{ème} collège : Collège des représentants des entreprises. (Associations d'entreprises, organisations patronales)
- 3^{ème} collège : Collège des représentants des salariés. (Organisations syndicales)
- 4^{ème} collège : Collège des représentants du secteur associatif et de l'Economie Sociale et Solidaire.
- 5^{ème} collège : Collège des représentants institutionnels, (LEGTA, CFPPA, Chambres Consulaires..), Pôle Emploi, DIRECCTE, (le ou les représentants de l'Etat sont membres de droit et disposent d'une voix consultative).

Les membres associés :

Disposant d'une voix consultative

Structures intervenants dans le champ de la création d'entreprises et du développement de l'emploi. (RILE, CI...)

B) Toute personne physique ou morale, membre titulaire, peut en cas d'empêchement se faire représenter par un mandataire dûment habilité.

Q. J. AP

Dr. CK

Article 8 :**Radiation**

La qualité de membre se perd par :

- La démission,
- Le décès,
- Le non paiement de la cotisation,
- La radiation prononcée par le Conseil d'Administration à la majorité qualifiée pour motif grave, l'intéressé ayant été invité par lettre recommandée à se présenter devant le bureau pour fournir des explications.

TITRE II : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT**A) L'ASSEMBLEE GENERALE.****Article 9 :****Composition**

L'Assemblée Générale du Comité de Bassin d'Emploi est composée de l'ensemble des membres de l'association à quelque titre qu'ils y soient affiliés

Article 10 :**Réunions**

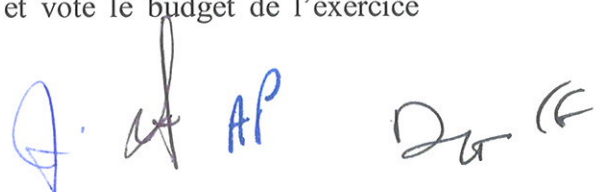
Elle se réunit sur convocation du Président, en session ordinaire une fois par an, et en session extraordinaire chaque fois que la demande en est formulée auprès du Conseil d'Administration, soit par le président, soit du quart au moins des membres de l'association.

Les convocations aux Assemblées Générales ordinaires ou extraordinaires sont adressées par le président à chacun des membres au moins quinze jours avant la date fixée. Elles devront en indiquer l'ordre du jour, établi par le Conseil d'administration. Les documents sur lesquels l'Assemblée Générale aurait à délibérer sont annexés à la convocation des élus.

Article 11 :**Fonctionnement**

L'Assemblée Générale ordinaire, présidée par le Président, délibère sur les questions portées à l'ordre du jour et obligatoirement sur le rapport moral et financier de l'association et la gestion du Conseil d'Administration.

Elle approuve le rapport financier de l'exercice précédent et vote le budget de l'exercice suivant.



L'Assemblée Générale extraordinaire décide de la modification du titre de l'association, de ses statuts, de sa dissolution et de la dévolution des biens.

En cas de démission ou de retrait d'un membre élus et afin de respecter la représentativité de l'ensemble de l'ensemble des collègues, le collège concerné devra désigner en remplacement les membres titulaires et suppléants.

En cas d'absence, le membre élu pourra déléguer son pouvoir à un membre du même collège. Chaque membre élu ne pourra détenir qu'un maximum de deux pouvoirs.

Seuls les membres élus à jours de leur cotisation ont le droit de vote. Chaque membre élu à l'association dispose d'une voix à l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale ne peut délibérer que si le tiers des membres élus de l'association est présent ou représenté.

Les délibérations de L'Assemblée Générale sont prises à la majorité des voix. En cas de départage, la voix du Président est prépondérante.

Pendant les quinze jours qui précèdent chaque Assemblée Générale ordinaire, le rapport du Conseil d'Administration et les comptes de l'exercice écoulé sont tenus à la disposition de tous les membres de l'association au siège du CBE.

B) LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 12 :

Composition

Le Conseil d'Administration est composé de cinq collèges. Il est renouvelé par tiers chaque année.

Le nombre d'adhérents par collège est illimité.

Chaque collège élit ses représentants au sein du Conseil d'Administration. Le nombre de représentant par collège est fixé à six membres au maximum. Chaque membre peut avoir un suppléant.

En cas de vacance définitive ou d'absence non excusée à trois réunions consécutives, pour quelque motif que se soit, il est procédé au remplacement du titulaire défaillant dans un délai d'un mois. Le Conseil d'Administration en averti le membre vacant.

Le collège des élus locaux, outre les représentants de la Région et du Département, est exclusivement composé d'élus représentant les intercommunalités du territoire d'intervention de l'association, chaque intercommunalité devant être représentée de façon égale. Ses représentants sont désignés par leur Conseil respectif. Les intercommunalités désignent chacune un titulaire et un suppléant.

Les membres sortant sont rééligibles.



Article 13 :**Fonctionnement**

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande du quart de ses membres.

La présence d'une majorité de membres actifs représentant au minimum trois collèges est nécessaire pour la validité des délibérations.

Chaque collège élit ses représentants au Conseil d'Administration.

Les décisions sont votées à la majorité des membres élus présents ou représentés et, en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Il est tenu procès verbal des séances. Les procès verbaux sont signés par le président.

Le représentant de l'état peut assister ou se faire représenter à toutes les réunions du Conseil d'Administration et intervenir dans les travaux sans prendre part au vote.

Le président du Conseil d'Administration peut demander à toute personne physique ou morale non-membre, de venir participer en tant que besoin aux travaux du Conseil d'Administration, à l'exclusion des votes.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Ils peuvent prétendre au remboursement des frais de déplacement occasionnés par l'exercice des fonctions qui leur sont confiées par le Comité de Bassin d'Emploi.

Le Conseil d'Administration peut donner délégation à un de ses membres pour le représenter conformément à la loi.

Article 14 :**Composition du Bureau**

Le Conseil d'Administration devra élire, chaque année, à main levée ou au scrutin secret si le Conseil d'Administration le demande, un bureau composé de :

- Un (e) Président (e)
- Un (e) ou plusieurs (e)s Vice Président (e)s
- Un (e) Secrétaire et éventuellement un (e) Secrétaire Adjoint (e)
- Un (e) Trésorier (e) et éventuellement un (e) Trésorier (e) Adjoint (e)

L'ensemble des collèges devront être représentés dans la composition du Bureau, sans toutefois excéder deux représentants par collège. Il pourra être dérogé à la règle de représentativité dans la composition du bureau dans l'hypothèse où un collège ne désignerait pas de représentant.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président est remplacé par un(e) vice Président(e).

Les membres du Bureau sont rééligibles.

Le Bureau assure l'expédition des affaires courantes et se réunit sur convocation du Président, ou à la demande des deux tiers des membres du bureau autant que besoin.

Le bureau est chargé de gérer les fonds nécessaires en vue d'atteindre les buts que l'association a pour tâche de poursuivre. Les membres du Bureau aident autant que de besoin le (la) Secrétaire ou le (la) Trésorier(e).

Le bureau est chargé de la mise en œuvre des orientations définies par le Conseil d'Administration. Il met en place les différentes commissions du Comité, suit leurs travaux, présente des propositions au Conseil d'Administration. Les modalités de fonctionnement du Bureau peuvent être établies par un règlement intérieur.

Article 15 :

Formalités (Rôle et mission des membres du Bureau)

Le Président représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses. En cas de représentation en justice, le Président ne peut être représenté que par un mandataire issu du Bureau agissant en vertu d'un mandat spécifique.

Le Président, ou à défaut un membre du bureau mandaté par le Président accomplira toutes les formalités qui seraient prescrites par ses responsabilités d'employeur.

Un(e) Vice Président(e) ou tout autre membre du bureau remplace le président autant que besoin, il peut se voir déléguer par le(a) Président(e) tout ou partie de ses attributions.

Le Secrétaire est chargé de la tenue du registre spécial prévu par la loi de 1901. Il s'occupe de tout ce qui concerne la correspondance, l'envoi des convocations, la rédaction des procès verbaux et les formalités de dépôt des statuts.

Le Trésorier effectue toutes les opérations de recettes et de dépenses, assure la tenue de la comptabilité et présente au bureau le bilan des opérations. Il établit un rapport annuel d'activité financière qu'il soumet à l'Assemblée Générale ordinaire. L'expert comptable vérifie les comptes, le Commissaire aux Comptes certifie les comptes.

Les membres du Bureau assurent leur fonction bénévolement.

Les représentants de l'association doivent jouir de leurs droits civiques.

C) DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16 :

Ressources de l'association

Les ressources de l'association se composent :

- De cotisations de ses adhérents ;
- De subventions allouées par l'Etat, la Région, Département, les communes, les communautés de communes, les Etablissements Publics ;
- De revenus de prestations de services rendus par l'association ;
- Des participations des communes adhérents et de leurs groupements ;
- D'une façon générale, de toute recette autorisée par la loi.

Par ailleurs, l'association pourra bénéficier de ressources humaines, de moyens techniques ou de locaux mis à disposition à titre gracieux.

Le Conseil d'Administration déterminera le montant des cotisations des membres de chaque collège. Sur proposition du Trésorier l'Assemblée Générale validera ces montants.

L'association pourra, pour mettre en œuvre les orientations qu'elle définira se doter d'une structure permanente et recruter du personnel.

Article 17 :

Règlement Intérieur

Le Conseil d'Administration pourra établir un Règlement Intérieur qui sera destiné à fixer les modalités pratiques de fonctionnement de l'association.

Article 18 :

Responsabilité

Les charges de l'association sont couvertes par ses ressources. Ses fonds ne peuvent être employés à un objet autre que celui du bon fonctionnement de l'association.

Article 19 :

Modification des statuts

Les statuts peuvent être modifiés par une assemblée Générale extraordinaire sur la proposition du Conseil d'Administration ou sur la proposition des deux tiers au moins des mandats dont dispose l'Assemblée Générale. Ils doivent être en conformité avec les dispositions légales.

Dans l'un ou l'autre des cas, les propositions de modification sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire.

Les projets de modifications des statuts doivent être transmis aux administrateurs au moins un mois avant la date de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 20 :

Dissolution

La dissolution est prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'Assemblée Générale Extraordinaire. Un ou plusieurs mandataires sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Les présents statuts sont adoptés en Assemblée Générale Extraordinaire du **12 avril 2012**. Ils annulent et remplacent les précédents.

Certifié exact,

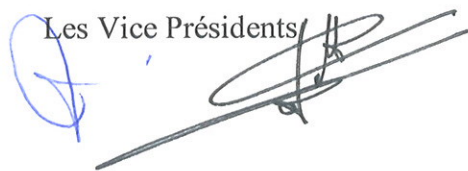
Le Président,



Le Secrétaire,



Les Vice Présidents



Le Trésorier,

